Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 fixant les modalités et le calendrier de la reprise par l'Etat des employés communaux et des salariés au service des communes exerçant une activité éducative, sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public.

Avis du Conseil d'Etat

(4 février 2014)

Par dépêche du 31 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche financière et d'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat le 17 décembre 2013.

Considérations générales

La loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental, modifiant e. a. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental a modifié l'article 44 de cette dernière en prolongeant le délai pendant lequel des employés communaux et des salariés au service des communes exerçant une activité éducative, sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public, pourront opter d'être engagés par l'Etat.

Il faut en conséquence adapter le règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 fixant les modalités et le calendrier de la reprise par l'Etat des employés communaux et des salariés au service des communes exerçant une activité éducative, sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public.

Examen des articles

Intitulé

Il y a lieu d'écrire « projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 fixant les modalités et le calendrier de la reprise par l'Etat des employés communaux et des salariés au service des communes exerçant une activité éducative,

sociale, de santé ou administrative dans l'enseignement fondamental public ».

Préambule

Il suffit d'indiquer au préambule les référants qui constituent la base légale sur laquelle se fonde le règlement grand-ducal en projet. La base légale étant en l'espèce l'article 44 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, il peut être fait abstraction des trois premiers visas figurant au préambule du projet de règlement grand-ducal sous avis.

Selon la fiche financière, l'impact financier du projet de règlement grand-ducal sous avis a été présenté lors de l'élaboration du règlement grand-ducal précité du 2 septembre 2011. Au vu de la rédaction de la fiche financière actuelle, il est permis d'en déduire que la modification proposée n'aura pas d'impact financier supplémentaire, de sorte qu'au niveau des ministres proposant, il pourra être fait abstraction du Ministre des Finances.

Quant au visa relatif à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, il y a lieu de rédiger les termes « fonctionnaires » et « employés » avec des initiales minuscules. Comme l'avis dont question a été émis le 5 décembre 2013, il y a lieu d'adapter le visa afférent qui se lira comme suit : « Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ; ».

Au vu de l'arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013 portant énumération des ministères, il convient de remplacer la référence au ministre compétent par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Article 1^{er}

A l'article sous avis, la date du « 14 septembre 2013 » est à remplacer par la date butoir figurant à l'article 1^{er} du règlement grand-ducal précité du 2 septembre 2011 qui est celle du 14 septembre 2012.

Article 2

Au point 2 de l'article sous avis, il est proposé de renseigner ce qu'il faut entendre par les termes « un extrait du casier judiciaire » en ajoutant entre parenthèses la précision « bulletin N° 2 et bulletin spécial « protection des mineurs » datant tous les deux de moins de 30 jours ». Le Conseil d'Etat donne à considérer que si la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire dispose en son article 9 que « toute personne physique ou morale se proposant de recruter une personne pour des activités professionnelles ou bénévoles impliquant des contacts réguliers avec des mineurs reçoit, sous condition de l'accord de la personne concernée, le relevé de toutes les condamnations pour des faits commis à l'égard des mineurs ou impliquant un mineur [...] », celle-ci n'emploie toutefois pas les termes de « bulletin spécial « protection des mineurs » » proposés par les auteurs. Si l'intention des auteurs était de viser par l'emploi de la formule précitée le relevé des condamnations visé à l'article 9 précité, le Conseil d'Etat suggère de remplacer la formule proposée par une référence au relevé des condamnations prévu à l'article 9 de la loi précitée du 29 mars 2013. Par

ailleurs, comme les termes entre parenthèses sont à éviter dans un texte normatif et qu'en vertu de l'article 8 de la loi précitée du 29 mars 2013, seul le bulletin N° 2 peut être délivré à l'employeur, le Conseil d'Etat propose de modifier l'article 2, point 2 du règlement grand-ducal en projet comme suit :

« 2. Le point 5 de l'alinéa 1^{er} est remplacé par les termes suivants :

« un extrait du bulletin N° 2 du casier judiciaire et un relevé des condamnations tel que visé à l'article 9 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, datant tous les deux de moins de 30 jours ». »

Le point 3 de l'article sous avis devrait se lire : « 3. A l'alinéa 3, la date du 14 septembre 2012 est remplacée par celle du 1^{er} juin 2016 ».

Article 3

L'alinéa 1^{er} ne soulève pas d'observation.

La formule exécutoire, qui est prévue à l'alinéa 2 de l'article sous avis, doit, d'un point de vue légistique, faire l'objet du dernier article du dispositif du règlement grand-ducal en projet.

En renvoyant à l'observation faite à l'endroit du préambule, il y a lieu de remplacer « Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle » par « Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Vu que le projet sous avis n'aura pas d'impact financier supplémentaire, il pourra être fait abstraction de la mention du Ministre des Finances à la formule exécutoire. Ainsi, le dispositif de l'alinéa 2 de l'article 3 doit être repris sous un nouvel article 4 qui se lira comme suit :

« **Art. 4.** Notre Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Notre Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 février 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen